



**Redonner espoir
et dignité à la
jeunesse pastorale
en lui conférant un
rôle central dans la
résolution des crises
actuelles**

Les statistiques démographiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest indiquent que la jeunesse pastorale représente la majorité des populations d'éleveurs. Elle est fortement affectée par la double crise pastorale et sécuritaire qui secoue le Sahel.

Victime de la crise du pastoralisme, cette jeunesse se retrouve fortement représentée dans les rangs des groupes armés. Pour autant, la majorité de la jeunesse pastorale est présentement prise en étau entre le refus de rejoindre les groupes armés et l'absence de perspectives d'insertion économique et sociale découlant de l'aggravation de la crise du pastoralisme.

L'avenir rêvé par cette jeunesse pastorale n'est pas uniforme. Certains jeunes aspirent à un meilleur avenir dans les villes où ils

espèrent suivre un parcours professionnel éloigné de l'élevage. En revanche, d'autres souhaitent rester dans leurs terroirs pour y développer des formes modernes d'élevage ou pour continuer à pratiquer l'élevage transhumant.

Même si les jeunes éleveurs s'émancipent largement de l'environnement social, économique et professionnel dans lequel vivent leurs familles, ils ne sont pas pour autant en rupture avec leurs aînés.

Parce qu'ils sont en perte de repères, les jeunes pastorales doivent être accompagnés par des politiques publiques qui leur offrent les moyens de trouver une place dans la société, de réaliser leurs aspirations et de s'épanouir à travers le modèle de vie souhaité.

Une jeunesse durement touchée par les impacts de la crise sécuritaire

La jeunesse pastorale se trouve aujourd'hui dans une situation d'extrême précarité, à la fois sur les plans économique, social et sécuritaire. Victime de la crise du pastoralisme, elle subit aussi de plein fouet les impacts de la crise sécuritaire.

Bien qu'étant la principale force vive du secteur de l'élevage, les jeunes souffrent de pesanteurs socio-culturelles et d'un manque de mobilité sociale en raison de leur statut de cadets sociaux.

Moins connectés aux réseaux socio-politiques et traditionnels que leurs aînés, les jeunes disposent de capacités limitées pour surmonter les désagréments qu'ils subissent dans l'exercice du métier d'éleveur. Les réalités difficiles vécues par les jeunes pastorales du fait de la crise du pastoralisme renforcent le mouvement de contestation de l'ordre établi.

La surexposition des jeunes éleveurs à la crise du pastoralisme fait qu'ils sont les principaux acteurs et les premières victimes de la crise sécuritaire. Au même titre que les jeunes d'autres groupes socioprofessionnels, ils sont la principale cible de recrutement des groupes armés.

Aux yeux d'une jeunesse pastorale désemparée, ces groupes apparaissent in fine comme le recours idéal pour remettre en cause

le système socio-politique et protester contre les impacts de la crise du pastoralisme. L'existence de tels profils favorise l'amalgame, rendant les jeunes éleveurs de facto suspects aux yeux des autres acteurs, en l'occurrence les forces de défense et sécurité et les groupes d'autodéfense.

Ces amalgames ont engendré, à partir de 2017, de nombreuses violences contre les jeunes éleveurs, mais aussi contre des individus – souvent issus des communautés peulh ou touarègue, mais pas seulement - ne vivant pas de l'élevage, mais suspectés de collusion avec les groupes jihadistes.

Au Centre du Mali, ainsi que dans les régions du Soum et de l'Est du Burkina Faso, il est rare de rencontrer un jeune éleveur qui n'a pas eu un proche arrêté ou tué par l'armée ou les groupes d'autodéfense. Leurs parents ou proches – mus par le désespoir ou un désir de vengeance - constituent les nouvelles recrues potentielles des groupes armés, sans considération de leur appartenance au monde de l'élevage, de leur formation ou de leur niveau de vie.

La grande majorité des jeunes éleveurs refuse encore cette solution. Mais, elle se trouve plongée aujourd'hui dans une incertitude et une impasse qui pourraient la faire basculer dans la violence armée, faute de perspectives viables d'avenir.

Des jeunes en quête de repères professionnels et de leviers de sécurisation de leur avenir

Coïncés entre la crise du pastoralisme et l'insécurité chronique, les jeunes sont, aujourd'hui, en quête de nouveaux repères. À leurs yeux, l'élevage ne représente pas un secteur d'avenir, mais est plutôt associé à de nombreux risques et problèmes et sans réelles perspectives de développement (aléas climatiques, décapitalisation du bétail, tracasseries administratives, vol de bétail...). La crise sécuritaire a renforcé cette perception et poussé de nombreux jeunes – de leur propre initiative ou de celle de leurs parents – à

partir « en ville », dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

L'exacerbation de la précarité économique et la dégradation des moyens de production

Les jeunes éleveurs subissent de plein fouet la crise sécuritaire et se trouvent privés de leurs moyens d'existence et de production,

notamment à cause du vol de bétail, de la fragilisation des systèmes de mobilité du bétail et de la baisse de fréquentation des marchés.

Dans le même temps, ces jeunes sont pénalisés par la baisse de la fourniture de services, à cause de l'amointrissement de la capacité de l'État et des autres intervenants extérieurs d'accéder directement aux populations qui vivent dans les zones en proie à l'insécurité.

De même, leurs stratégies traditionnelles d'adaptation (réduction de l'amplitude des déplacements du bétail, fractionnement des troupeaux familiaux, diversification des espèces animales élevées, circulation de l'information à travers le réseau social traditionnel des éleveurs, etc.) deviennent de plus en plus incertaines face à l'accumulation des crises.

Malgré tout, certains jeunes espèrent bien préparer leur avenir professionnel, en misant sur la sédentarisation et l'intensification des systèmes d'élevage, ainsi que sur la diversification des sources de revenus, afin de se mettre à l'abri des aléas climatiques et économiques. D'autres jeunes sont désireux de poursuivre la pratique de l'élevage transhumant. Ces différents projets d'avenir des jeunes pastorales reflètent la diversité des leviers d'action pour l'adaptation à une crise multifactorielle.

La difficile reconversion des jeunes éleveurs, faute d'opportunités viables

À moyen terme, la jeunesse pastorale est contrainte de suivre des trajectoires difficiles et de relever des défis énormes, alors qu'elle n'y est pas préparée. Comment modifier le mode de production

et réaliser le rêve d'une vie meilleure dans des conditions agro-écologiques qui ne s'y prêtent pas ? Comment promouvoir des activités économiques performantes, lorsque l'on ne dispose pas de capital financier, ni de l'appui technique requis ?

Les autres alternatives économiques, comme le commerce ou l'orpaillage constituent pour les jeunes pastorales des choix forcés, mais qui ne s'avèrent pas opportuns parce qu'elles sont privées de compétences et de réseaux relationnels solides. Pourtant, la réussite de la reconversion professionnelle des jeunes éleveurs constitue le dernier espoir pour éviter leur basculement dans les réseaux criminels. La mise en place de dispositifs efficaces d'appui à la reconversion professionnelle de la jeunesse pastorale constitue l'un des principaux défis que les États sahéliens doivent impérativement relever.

Dans le contexte actuel, l'absence de perspectives pour les jeunes pastorales est à la fois d'ordre économique, social et individuel. Les jeunes ne se sentent pas pleinement reconnus comme citoyens et doutent de leur place dans un environnement de vie essentiellement sédentaire qu'ils jugent de moins en moins disposés à les accueillir. Cette situation les empêche de se projeter dans le futur, y compris à travers des filières animales attrayantes, comme celle de la production laitière par exemple.

Sur un autre plan, il convient de souligner que cette capacité de projection individuelle est étroitement dépendante des mesures de réparation des exactions, des injustices, des stigmatisations et des violences perpétrées par les groupes d'autodéfense ou par les FDS.

Agir pour accompagner les jeunes éleveurs dans leurs nouvelles aspirations, avant que cela ne soit trop tard

Conscient de l'urgence de proposer des réponses rapides permettant à la jeunesse pastorale de retrouver sa dignité entamée et dans le souci de limiter l'attractivité de l'offre qui leur est faite par des groupes armés, le RBM encourage les pouvoirs publics à entreprendre des actions vigoureuses basées sur un changement de paradigme.

Les États sahéliens ont aujourd'hui une réelle opportunité, mais aussi la responsabilité de redéfinir les bases d'un nouveau contrat social avec la jeunesse. La majorité des jeunes est consciente que la prise des armes n'est pas la bonne option. Il appartient aux pouvoirs publics de leur offrir d'autres alternatives viables et durables. Les organisations professionnelles rurales, dont le RBM, constituent des relais crédibles pour faciliter la jonction entre les éleveurs et les autorités nationales. L'engagement des États doit se traduire en actes concrets et forts visant à : (i) montrer aux éleveurs qu'ils sont des citoyens à part entière ; et (ii) assurer un accompagnement permettant aux jeunes pastorales de réaliser leurs nouvelles aspirations professionnelles.

Renforcer le sentiment de citoyenneté au sein des communautés pastorales.

Il est essentiel de renforcer la mise à disposition des services de base dans les zones agropastorales, afin de délivrer des services utiles aux citoyens qui vivent dans ces territoires. « Dé-sanctuariser » les espaces pastoraux qui sont devenus des *'No Man's Land'* permettra non seulement de donner une image plus positive de l'État et de ses services, mais aussi de créer un climat de confiance entre les communautés et l'administration.

Présentement, l'une des priorités est de renforcer les services d'état civil dans les zones pastorales, parce que la délivrance des pièces d'état civil est un acte essentiel de reconnaissance du citoyen par la république. De même, cela permet de limiter l'exposition des éleveurs aux rackets et aux arrestations arbitraires et leur offre aussi la possibilité de participer aux élections.

Les autorités doivent repenser le mode d'implantation des services de l'État dans les zones pastorales, afin d'éviter que les pasteurs soient contraints de parcourir de longues distances pour jouir des services publics. A cet effet, le développement d'outils numériques permettant aux éleveurs d'effectuer leurs formalités administratives



à distance ou de bénéficier d'autres services publics (éducatifs, sanitaires ou professionnels, etc.) paraît très pertinent. Les jeunes pourraient alors s'investir dans les métiers et offres de services connexes générés par ce nouvel environnement numérique.

De plus, compte tenu des insuffisances inhérentes aux approches classiques (utilisation d'infrastructures sanitaires fixes versus offre de services sanitaires mobiles), des réflexions concertées devront permettre d'identifier des approches appropriées pour l'organisation et l'offre de services de santé destinés aux populations pastorales et agropastorales, en particulier pour les filles et les jeunes mères, en impliquant largement les collectivités territoriales.

Le renforcement des aspects pratiques de la citoyenneté découle de la bonne intégration sociétale, en particulier de l'amélioration des relations entre les usagers des espaces ruraux, grâce à une gouvernance participative et inclusive des ressources naturelles. Les organisations professionnelles rurales pourraient jouer un rôle dans le dialogue social, afin de fluidifier les relations entre éleveurs transhumants, communautés hôtes, chefs de village, autorités traditionnelles et leaders.

Développer l'éducation et la formation professionnelle en milieu pastoral

L'éducation en milieu pastoral constitue une priorité dans la mesure où elle permet aux éleveurs de développer leurs propres perspectives d'avenir et surtout à la jeunesse pastorale de réussir sa reconversion professionnelle. La capitalisation des diverses expériences de scolarisation (écoles mobiles institutionnelles, écoles relais, écoles communautaires, etc.) et de formation professionnelle (Programme régional d'éducation et de formation des populations pastorales) devrait permettre de trouver des solutions viables et pérennes, soutenues par les organisations professionnelles rurales et portées par des programmes éducatifs nationaux à terme.

Les pouvoirs publics et les agences de coopération doivent imaginer des mécanismes incitatifs et concevoir des systèmes éducatifs adaptés aux attentes des populations pastorales, afin d'assurer leur adhésion : élaboration de modules spécifiques, mise en place d'internats, gratuité des cantines scolaires, adaptation du calendrier scolaire aux contraintes inhérentes à la mobilité, curricula intégrant l'élevage, avec des supports éducatifs plus adaptés, formation des enseignants, etc.

Enfin, des politiques innovantes de développement territorial permettraient aux jeunes de renforcer leurs réseaux professionnels,

leur leadership et leur accès à la connaissance, à travers l'aménagement d'espaces de savoirs dénommés des « tiers lieux » pour apprendre et faire ensemble. Dans les zones agropastorales, le concept de « tiers lieux » pourrait se décliner sous diverses formes : espaces de travail en commun (ateliers partagés), laboratoires de fabrication (FabLab), hangars solidaires, centres dédiés à l'innovation sociale, laboratoires culturels, maisons ou centres de services ouverts à tous, etc.

Accompagner les jeunes éleveurs à réaliser leurs aspirations à travers des politiques publiques prenant en compte la diversité de leurs attentes

Dans le souci d'appuyer les jeunes qui ont choisi l'élevage transhumant comme activité professionnelle prioritaire, il convient d'adopter des dispositions aptes à faciliter la mobilité du bétail. Cela suppose une réelle volonté politique de sécurisation du foncier pastoral au bénéfice de ces éleveurs, afin de les mettre à l'abri de la privatisation des ressources communes.

Les jeunes qui aspirent à développer des activités d'élevage sédentaire et semi-intensif ont besoin de l'accompagnement des pouvoirs publics pour faire évoluer leurs systèmes d'élevage, grâce à des soutiens en matière d'investissements structurants, de services d'appui en amont et en aval de la production (crédit, débouchés commerciaux, innovation et appui-conseil...) et de structuration des chaînes de valeurs (métiers d'approvisionnement, de collecte, de gestion, de transformation, de distribution et de vente, etc.).

En ce qui concerne l'appui aux jeunes désireux de quitter le monde pastoral, les pouvoirs publics doivent mettre en place des politiques volontaristes d'accompagnement à la reconversion, y compris à travers la formation professionnelle, le soutien dans la formulation et l'exécution de micro-projets, la recherche de financement, etc.

Globalement, la stratégie d'accompagnement devra être en phase avec le mode de vie mobile de certaines communautés dont la jeunesse pastorale est issue. À cet effet, on pourrait recourir aux caravanes d'information ou aux outils numériques sur les opportunités de business, de formation professionnelle, de reconversion des jeunes, etc.

Les organisations professionnelles peuvent constituer de précieux relais pour l'identification précise des attentes plurielles de la jeunesse pastorale, afin d'assurer la fourniture de services répondant à la demande sociale.

Cette note aux décideurs a été préparée sur la base des résultats de l'étude RBM « Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ? » (Septembre 2021)



Restez en contact

Réseau Billital Maroobé – BP:10 648 Niamey Niger – Tel : +227 20 74 11 99



<https://www.maroobe.com/>



@RBM



@RBM



@RBM



@RBM